

Coupable faiblesse.

Article rédigé par , le 11 août 2016

[Source : La Faute A Rousseau]

Alors qu'Erdogan menace les Européens de rompre les accords passés sur le traitement des migrants par la Turquie et que la pression migratoire redevient intense en Grèce, en Italie, et, tout particulièrement, à la frontière franco-italienne ...

Le 4 avril, début de mise en oeuvre de l'accord passé entre l'Union Européenne et la Turquie : retour en Asie pour deux cents migrants illégaux tandis que quarante-trois Syriens débarquent « légalement » à Hanovre. Indignation des pancartes droit-de-l'homnistes (« no border, no nation, stop deportation »), indignation qui a le mérite de souligner les enjeux, en faisant de l'Europe un territoire commun où chacun serait, de plein droit, chez soi.

Trois jours après, M. Erdogan menace de ne plus appliquer l'accord si l'Union ne tient pas les engagements pris en mars : reprise des négociations d'adhésion, six milliards d'euros d'ici 2018 et, surtout suppression dès juin 2016 (dans deux mois !) du visa imposé aux ressortissants turcs pour entrer en Europe. Voilà le prix à payer pour obtenir tout simplement que le gouvernement d'Ankara se conforme à ses obligations internationales en contrôlant son propre territoire.

Contrat léonin, donc, et peu glorieux si l'on mesure bien qu'il s'agit d'une sorte d'agenouillement devant des exigences turques fondées sur la seule faiblesse de l'Union. Celle-ci, incapable de prendre la moindre décision politique - et pour cause - préfère sous-traiter au prix fort sa sécurité à une puissance étrangère. Il eût été plus cohérent et plus efficace de signifier, armada navale à l'appui, qu'aucune embarcation chargée de migrants en provenance de Turquie ne serait admise dans les eaux territoriales d'un pays européen, quitte à employer la force et/ou à créer un incident diplomatique

Maintenant, même contesté par certains en Europe et d'une certaine façon pris en otage par la Turquie, l'accord existe. Au moins pourrait-il s'agir d'une sorte de pis-aller, un mauvais accord qui garantit au moins quelque chose valant mieux qu'un *statu quo* synonyme d'invasion incontrôlée; ou d'un répit honteux qui permettrait de mettre en place des solutions pérennes empêchant effectivement toute forme d'invasion migratoire via la Turquie. Rien ne permet de le penser, l'instigatrice de tout cela étant Mme Merkel : c'est bien elle qui a négocié en secret avec M. Davutoglu, Premier ministre turc, les bases de l'accord final. Essentiellement motivée par les soucis démographiques de l'Allemagne et habitée par sa foi protestante, son objectif est bien de faire venir des centaines de milliers de « réfugiés » proche-orientaux.

De toute façon, fermer la porte turque ne suffirait pas à juguler le flux migratoire. Payer et se soumettre aux conditions d'Ankara reste une manoeuvre purement dilatoire : les Pakistanais, Erythréens ou... Maghrébins auront vite fait, telles des fourmis, de contourner l'obstacle. La Libye leur tend les bras, d'autres pays plus à l'Ouest finiront par suivre. Ce que ne veulent pas comprendre militants « humanitaires » et gouvernements « humanistes » - ou qu'ils comprennent trop bien -, c'est que la vague nomade générée par le tiers-monde afro-asiatique continuera de déferler jusqu'à nous submerger.

Que la solution passe, en partie, par des mesures concernant directement les pays misérables d'où provient le flux migratoire, c'est le bon sens. Encore faudrait-il que nous survivions, ce qui passe par la défense des frontières, les armes à la main puisqu'il le faut. Mais, à moins d'un cataclysme qui dessillerait les yeux de tous, la chose paraît peu probable dans l'immédiat : des imbéciles, soutenus par des « élites » pourries, pourront continuer à brandir leurs pancartes culpabilisant une Europe à laquelle il faut donner mauvaise conscience. Ne plus croire assez en nous-mêmes pour avoir envie de nous défendre : voilà notre culpabilité.

Louis-Joseph Delanglade